

La solution, c'est le peuple citoyen

Écrit par François Cocq, adjoint au maire de Champigny-sur-Marne (94), président de la gauche par l'Exemple
Mardi, 30 Juin 2015 12:18 - Mis à jour Mardi, 30 Juin 2015 11:51



Vendredi 26 juin, le premier ministre grec Alexis Tsipras annonçait la tenue d'un référendum le 5 juillet prochain pour décider de la poursuite ou non du processus de discussion tel qu'imposé par la Troïka. Parce qu'il porte chevillée au corps l'Histoire de son peuple, Tsipras sait que le nœud coulant passé aujourd'hui au cou des grecs est aussi un nœud gordien. Et que donc il doit être tranché. C'est au peuple qui recouvre ainsi sa souveraineté qu'il confie cette tâche.

C'est une rupture et une leçon de démocratie pour nous tous. La pratique du consensus dans l'ordre austéritaire n'est qu'un coup de force déguisé. Elle conduit à la vassalisation des peuples et à l'hégémonie de la Caste. Elle est la bouée de l'entre-soi oligarchique mais elle ne peut résister au flot de la souveraineté populaire. Après être redevenus citoyens dans la Cité, les grecs s'apprêtent donc à redevenir citoyens dans leur existence en reprenant leurs affaires en mains.

Il n'est pas de blocage, à quelque niveau que ce soit, existant ou construit, que la décision citoyenne ne puisse trancher. Ainsi, en France, dans de nombreuses régions fleurissent des rassemblements citoyens pour renverser la table. Point de passage obligé, les élections régionales de décembre prochain voient déjà se poser la question des têtes-de-listes. C'est une question qui ne peut être occultée.

Mais au processus auto bloquant qui ne manque pas de se remettre dès à présent en place dans le cadre d'un cartel d'organisations, il faut proposer une sortie par le haut qui corresponde à la nature nouvelle même de ces rassemblements : ceux-ci ne font sens que par l'exercice plein et entier de leur souveraineté. Ce sont donc aux assemblées représentatives qui doivent se mettre en place de trancher le nœud gordien et de décider in fine qui conduira les listes. Le recours au processus citoyen n'est jamais un pis-aller. C'est la solution.